REUNION DU 17 NOVEMBRE 2020

Date de convocation : 10 Novembre 2020

L'An deux mil vingt, le dix-sept novembre 18 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CÉAUX s'est réuni dans à la salle polyvalente, sous la présidence de Monsieur Christophe HERNOT, Maire,

Étaient présents : HERNOT Christophe, PAYEN Agnès, DESMONTS Hélène, DAVIS Fanny, HOURDIN Céline, GONZALES Jean, FORGET Fabrice, DATIN Claire, BIGOT Angélique, MURIE André

A donné pouvoir : ENAULT Aurélien à PAYEN Agnès

Absent excusé : /

Secrétaire de séance : DAVIS Fanny

Approbation du dernier Conseil Municipal en date du 15 octobre 2020 : Adopté à l'unanimité.

Le Maire rappelle l'ordre du jour :

2020-11-17-01 : Maintien d'une offre médicale pour les habitants du territoire de Ducey-Les Chéris – création d'une association pour la gestion de la maison médicale située rue du Plat d'Étain à Ducey-Les Chéris

2020-11-17-02 : Opération programmée pour l'amélioration de l'habitat (OPAH) sur les pôles territoriaux d'Avranches et du Val de Sée

2020-11-17-03 : Devis COSOLUCE : transmission flux PES automatique – Hébergement COLORIS en mode SAAS

2020-11-17-04 : Création d'une commission communale « Bocage »

2020-11-17-05 : Délibération : formation des Elus et fixation des crédits affectés

2020-11-17-06 : Étude de marché et étude de faisabilité CCI-CMA – reprise des locaux de l'ancien commerce « Le Relais Michelo »

2020-11-17-07 : Nomination d'un référent pour le comité de jumelage Ducey-Laichingen

2020-11-17-08 : Achat de défibrillateurs

2020-11-17-09 : Approbation Plan Communal de Sauvegarde (PCS)

2020-11-17-01 : Maintien d'une offre médicale pour les habitants du territoire de Ducey-Les Chéris – création d'une association pour la gestion de la maison médicale située rue du Plat d'Étain à Ducey-Les Chéris

Actuellement 4 médecins exercent au sein du cabinet médical de Ducey-Les Chéris. La patientèle du cabinet médical (environ 10 000 patients) est composée d'habitants du secteur de Ducey-Les Chéris et de l'EPHAD Delivet à Ducey-Les Chéris qui accueille des résidents dont les familles sont très généralement implantées dans les communes de Ducey-Les Chéris et avoisinantes.

Au 31 décembre 2020, un des médecins fera valoir ses droits à la retraite, et, il en sera de même pour un deuxième médecin en juin 2021.

Ainsi, à compter du 1^{er} juillet 2021, seuls 2 médecins sont susceptibles de continuer à exercer au cabinet médical de Ducey-Les Chéris à condition que les modalités de gestion du cabinet médical évoluent, pour permettre de pallier en pratique et financièrement le départ à la retraite de leurs deux confrères.

Dans un contexte manchois de désertification médicale prégnant, et en l'absence actuelle de candidats à l'installation, des échanges se sont en conséquence développés entre les médecins, la maire de Ducey-Les-Chéris, les conseillers départementaux du canton de Pontorson et dans un élan de solidarité responsable les maires des communes avoisinantes, chacun dans leurs compétences, pour élaborer une solution qui répondent aux enjeux de santé des habitants du secteur de Ducey-Les-Chéris.

La solution proposée aujourd'hui a été élaborée pas à pas dans l'écoute des besoins et contraintes de chacun et comporte deux volets complémentaires et interdépendants :

- Premier volet :
création d'une association permettant de sécuriser l'offre médicale pour les habitants du secteur de Ducey-Les Chéris ; ce premier volet de la solution doit être opérationnel dès le 1er janvier 2021 ;
Cette association constituera une première action pour renforcer l'attractivité du secteur de Ducey-Les Chéris ; elle démontre la mobilisation des collectivités aux côtés de leurs médecins et permet d'envisager un accompagnement incitatif à l'installation de nouveaux médecins : service de secrétariat partagé, loyers attractifs, travail en équipe médicale au sein d'un tissu local de professionnels de santé bien développé, ... Elle n'a pas vocation à durer dans le temps, mais à permettre une transition pratique et financière maîtrisée vers un exercice médical plus soutenable pour les 2 médecins qui resteront en exercice en 2021 ; en effet, le retour à une activité médicale à 4 médecins au sein du cabinet médical de Ducey-Les Chéris, suite à l'installation de nouveaux médecins, rendrait le recours aux services financiers de l'association caduque.
- Deuxième volet :
en parallèle du déploiement de l'association, une réflexion est impulsée entre l'ensemble des acteurs de santé du secteur de Ducey-Les Chéris, l'ARS, la CPAM, le Département, la CAMSMN pour aboutir à moyen terme à la mise en œuvre d'un PSLA multi-sites articulé avec le PSLA existant du secteur de Saint James. Des premiers échanges ont d'ores et déjà eu lieu entre les médecins.

La présente délibération concerne le déploiement du premier volet de la solution, à savoir la création d'une association, ayant pour but de contribuer à la santé publique et à la qualité des soins pour les habitants, à travers la gestion du cabinet médical situé rue du Plat d'Étain à Ducey-Les Chéris. Deux médecins ont d'ores et déjà accepté d'être membres de l'association aux côtés des communes.

Dans ce cadre, après avoir acquis le statut de locataire des lieux, l'association prendra en charge la gestion du fonctionnement du cabinet médical : ménage, secrétariat, téléphone, internet, eau, assainissement, chauffage, ...

A la création de l'association, les frais de fonctionnement du cabinet médical seront supportés par l'association à charge pour elle de conclure une convention avec les médecins en place précisant les engagements de chacune des parties signataires.

Les ressources permettant le fonctionnement de l'association sont principalement :

- les contributions financières mensuelles des médecins exerçant au sein du cabinet médical de Ducey-les-Chéris ;
- les subventions des communes membres de l'association et les subventions, le cas échéant, de communes qui souhaitent en responsabilité être solidaires de l'action de l'association sans pour autant en être membres ;

A ces ressources peuvent s'ajouter des ressources n'ont identifiés à ce stade d'élaboration des budgets prévisionnels :

- les dons, legs ou tout produit financier conformes à la législation et n'aliénant pas l'autonomie de décision de l'association ;
- toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Pour le calcul des montants de subventions à verser à l'association par les communes, deux clés de répartition sont proposées :

- Le nombre d'habitants (données INSEE)
- Le pourcentage de patientèle (données CPAM et MSA compilées)

Pour l'équilibre financier de l'association une seule clé pourra être retenue pour l'ensemble des communes.

Les montants des subventions seront actualisés en fonction du nombre de médecins exerçant dans la maison médicale.

Monsieur le Maire rappelle qu'un exemplaire des statuts a été adressé à chaque conseiller municipal avec la convocation à la séance.

Le conseil municipal est invité :

- A approuver la création de l'association
- A approuver les statuts de l'association
- A faire le choix de la clé de répartition des subventions communales
- A adhérer à l'association
- A désigner le(s) représentant(s) de la commune pour siéger au sein de l'association
- A faire le choix, dans le cas où la commune décide de ne pas adhérer à l'association, de contribuer financièrement à son fonctionnement par le versement d'une subvention d'un montant fonction de la clé de répartition retenue.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Décide de ne pas adhérer à l'association, mais de contribuer financièrement à son fonctionnement par le versement d'une subvention d'un montant fonction de la clé de répartition à la patientèle

2020-11-17-02 : Opération programmée pour l'amélioration de l'habitat (OPAH) sur les pôles territoriaux d'Avranches et du Val de Sée

Vu les articles L.303-1 du code de la construction et de l'habitation,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2019/01/31 - 4 approuvant le lancement d'une étude pré-opérationnelle à la mise en place d'une OPAH sur les pôles territoriaux d'Avranches et du Val de Sée,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/02/03 – 006 arrêtant le projet de Programme Local de l'Habitat 2020-2025, et en particulier ses actions n°1 et n°2,

Vu l'avis favorable du Comité de Pilotage du 19 Février 2020 validant les résultats de l'étude pré-opérationnelle pour le lancement de deux OPAH en phase suivi-animation,

Vu l'avis favorable de la Commission Territoriale du Val de Sée du 18 Février 2020 validant les résultats de l'étude pré-opérationnelle pour le lancement de deux OPAH suivi-animation,

l'OPAH sur les pôles territoriaux d'Avranches et du Val de Sée et l'OPAH de Renouveau Urbain (RU) sur le quartier Saint Gervais à Avranches.

Vu l'avis favorable de la Commission Territoriale d'Avranches du 20 Février 2020 validant les résultats de l'étude pré-opérationnelle pour le lancement de deux OPAH suivi-animation,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/09/30 - 109 validant la stratégie opérationnelle et le lancement de la phase suivi-animation pour les deux OPAH.

Vu la note de présentation,

Considérant que l'enjeu sur la commune est :

-le maintien à domicile des personnes âgées ou en situation de handicap,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- Accepte d'abonder les subventions accordées dans le cadre de l'OPAH,
- Décide d'apporter une subvention au titre de l'adaptation des logements au vieillissement et au handicap
- Précise que la subvention sera de 500 €, sous réserve du respect des conditions d'éligibilité fixées par l'Agence Nationale de l'habitat (Anah).
- Décide de fixer le périmètre sur l'ensemble du territoire de la commune de CEAUX

2020-11-17-03 : Devis COSOLUCE : transmission flux PES automatique – Hébergement COLORIS en mode SAAS-CCOOL
--

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal deux devis de la Société COSOLUCE pour la transmission des flux PES automatique afin de simplifier les intégrations comptables et la récupération des factures dématérialisées. Ainsi qu'un hébergement COLORIS en mode SAAS pour plus de sécurité et de prise en main à distance.

Le Conseil municipal à l'unanimité :

- autorise Monsieur le Maire à signer le devis COSOLUCE pour :

Devis 1 :

le Pack iConnect TDT
Complément iConnect – Interfaçage CHORUS
Paramétrage CHORUS
Paramétrage PACK ICONNECT TDT

**Pour un montant de 564.00 € TTC pour la mise en place
Et un abonnement annuel de 308.47 € TTC**

- Ne donne pas suite au devis Hébergement COLORIS en mode SAAS-CCOOL

2020-11-17-04 : Création d'une commission communale « Bocage »

Dans le cadre de la protection des haies répertoriées dans le PLUi, il est nécessaire de créer une commission « Bocage » communale.

Les arasements de toutes ou partie du bocage sont soumis à déclaration préalable en mairie. Ces déclarations préalables seront étudiées au cas par cas par la commission « bocage » communale. Ses rôles sont de prendre les meilleures décisions concernant les demandes d'arrachage tout en prenant en compte les intérêts du demandeur mais aussi du patrimoine commun et de valider les mesures compensatoires.

Il est opportun que cette commission représente une diversité de la composition de la population. Elle sera composée d'élus, d'exploitants agricoles, de chasseurs, de pêcheurs, de randonneurs...

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

De créer une commission « Bocage » communal
De nommer comme suit la commission :

- M. HERNOT Christophe
- Mme DESMONTS Hélène
- M. MURIE André
- Mme BIGOT Angélique
- M. FORGET Fabrice

2020-11-17-05 : Délibération : Formation des Elus et fixation des crédits affectés

Monsieur le Maire expose que la formation des élus municipaux est organisée par le code général des collectivités territoriales et notamment par l'article L 2123-12 du code général des collectivités territoriales qui précise que celle-ci doit être adaptées aux fonctions des conseillers municipaux.

Compte tenu des possibilités budgétaires, il est proposé qu'une enveloppe budgétaire d'un montant égal à 2 % minimum des indemnités de fonction soit consacré chaque année à la formation des élus.

Alors que les organismes de formations doivent être agréées, Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article L 2123-13 du code général des collectivités territoriales, chaque élu ne peut bénéficier que de 18 jours de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité :

Article 1 : Adopte le principe d'allouer dans le cadre de la préparation budgétaire une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 10 % du montant des indemnités des élus.

La prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- Agrément des organismes de formations ;
- Dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la commune ;
- Liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses ;
- Répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre les élus.

Article 2 : Décide selon les capacités budgétaires de prévoir chaque année l'enveloppe financière prévue à cet effet.

Article 3 : Décide que la formation doit être adaptée aux fonctions exercées et conformes aux orientations suivantes :

- Axe 1 : Formations concernant les Institutions
- Axe 2 : Formations concernant les finances (budget, Compte administratif.....)
- Axe 3 : Formations concernant la prise en main du matériel informatique

2020-11-17-06 : Étude de marché et étude de faisabilité CCI-CMA – reprise des locaux de l'ancien commerce « Le Relais Michelo »

Monsieur le Maire donne lecture de la proposition de la CCI-CMA pour une étude de marché et étude de faisabilité pour la reprise des locaux de l'ancien commerce « Le Relais Michelo »

Le montant de cette proposition est de 2 865.00 € TTC

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Accepte la proposition de la CCI-CMA pour 2 865.00 € TTC
- Et autorise Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette affaire

2020-11-17-07 : Nomination d'un référent pour le comité de jumelage Ducey-Laichingen

En raison du renouvellement des conseils municipaux, le Comité de Jumelage DUCEY-LAICHINGEN demande de désigner un référent par commune.

- Mmes DESMONT Hélène et DATIN Claire sont désignées référentes pour le Comité de Jumelage DUCEY-LAICHINGEN

2020-1-17-08 : Achat de défibrillateurs

Monsieur le Maire fait part au Conseil municipal du projet d'acquisition de deux défibrillateurs un fixé à l'intérieur de la salle polyvalente et un fixé à l'extérieur au niveau de la mairie.

Devis BASTIDE 50300 Saint-Martin des Champs :

- Défibrillateur automatique extérieur AUTO-DEF pour un montant	1 906.83 € HT
2 288.20 € TTC
- Contrat de maintenance Drive De Vilbiss Healtheare France :
la première année	245.00 € HT
294.00 € TTC

Devis SCHILLER France SAS

- PACK Espace public intérieur FRED PA-1 DEA avec coffret AVIVIA 100 : 1 277.10 € HT
1 532.52 € TTC
- PACK Espace public extérieur FRED PA-1 DEA avec coffret AIVIA 200 : 1 511.10 € HT
1 813.32 € TTC

Contrat maintenance annuelle et assistance 145.00 € HT /défibrillateur
+ option forfait consommables de luxe à 62.00 € HT/appareil (*)
Ou option forfait consommables à 52.00 € HT/appareil (*)

OU

Contrat de maintenance triennal (facturation annuelle)
Avec visite tous les 3 ans à la date anniversaire 99.00 € HT/défibrillateur
+ option forfait consommables de luxe à 62.00 € HT/appareil (*)
Ou option forfait consommables à 52.00 € HT/appareil (*)

(*) choix de l'option

Le Conseil municipal, à l'unanimité décide :

- 1/ d'installer un défibrillateur à l'intérieur de la salle polyvalente
- 2/ d'installer un défibrillateur à l'extérieur au niveau de la mairie
- 3/ de retenir le devis de :

la société **SCHILLER France SAS**

- pour le défibrillateur intérieur pour un montant de 1 277.10 € HT soit 1 532.52 € TTC
- pour le défibrillateur extérieur pour un montant de 1 511.10 € HT soit 1 813.32 € TTC
-
- avec contrat de maintenance triennale pour un montant de 99.00 € HT annuel/ appareil
option : avec forfait consommables à 52.00 € HT/par appareil
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette affaire

2020-11-17-09 : Approbation du Plan Communal de Sauvegarde (PCS)

Le décret 2005-1156 du 13 septembre 2005 précise les modalités de mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde. Ce dernier, sous l'autorité du Maire, définit l'organisation prévue par la commune pour assurer, l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population, au regard des risques connus (naturels, technologiques, sanitaires).

Le Plan Communal de Sauvegarde a été élaboré par Monsieur le Maire et il est composé :

- de la réglementation
- du descriptif de la commune
- des risques (18)
- de la gestion de crise
- des arrêtés et courriers types
- de l'annuaire de crise
- de la cartographie

afin d'assurer la protection et le soutien de la population précisant les dispositions prises pour alerter et informer.

Il précise également l'organisation du poste de commandement, les actions réalisées par chacun (services communaux, élus), l'inventaire des moyens susceptibles d'être mis à disposition et les mesures devant être prises pour chacun des risques recensés.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance et en avoir délibéré à l'unanimité :

- Emet un avis favorable sur le Plan Communal de Sauvegarde, tel qu'il a été établi,
- Autorise Monsieur le Maire à prendre un arrêté approuvant le Plan Communal de Sauvegarde.

QUESTIONS DIVERSES :

Blason de la commune de CEAUX : Monsieur le Maire présente le blason de la Commune de CEAUX

Réunion de la commission cimetièrre : lundi 23 novembre à 18h30

Réunion de la commission communication : mercredi 25 novembre à 18h30

Illumination pour les fêtes de fin d'année : le 12 décembre à partir de 9h00. RDV au garage

Confinement : personnes de plus de 65 ans à contacter 1 fois par semaine.

La séance est levée à : 21h30